



# Week-end des États Généraux 2004



## Éditorial

### Deux jours inoubliables...

Merci, merci à tous...

*Vous avez été formidables, vous êtes formidables... parrains, bénévoles, partenaires, salariés...*

*Merci encore pour ce que vous avez fait. Un week-end loin de sa famille, de sa tranquillité témoigne de votre solidarité.*

*Ce week-end restera comme un moment fort, de partage, d'échange et de générosité où les expériences des uns se sont croisées avec celles des autres. Nous savons tous que le contact de l'autre permet de s'enrichir. Chacun, nous essayons dans la vie quotidienne d'écouter son voisin, de connaître un peu mieux ses proches. Mais jamais nous ne bénéficions d'une immersion de la qualité et de la richesse de ces deux jours. Partager une discussion avec un partenaire togolais, un salarié indien et un habitant de Bergerac paraît soudain irréel.*

*Et bien pourtant, tel fut notre quotidien pendant deux jours.*

*Deux jours ou, ensemble, nous avons tenté de construire le futur d'Aide et Action. Un futur plus international, plus ouvert et plus généreux.*

*Deux jours pendant lesquels les discussions furent passionnées, drôles, ardentes, mais toujours dans le respect de l'autre et tendues vers un objectif commun : l'Éducation pour tous, égale et libre.*

*Aujourd'hui, il nous faut mettre en œuvre ces orientations que nous soumettrons pour respecter jusqu'au bout le débat démocratique à notre Assemblée générale de l'automne. Ainsi, nous pourrions effectivement donner à notre association l'énergie et les moyens de ses ambitions.*

*Les enjeux sont immenses. Notre engagement doit être à la hauteur, dans la liberté et l'indépendance.*

*Je vous donne rendez vous pour les premiers résultats.*

F. Naquet

# Week-end des États Généraux : la parole à tous

La France, l'Afrique, l'Inde, l'Asie du Sud-Est et Haïti se sont donnés rendez-vous les 7 et 8 février 2004 au week-end des États Généraux d'Aide et Action. Bénévoles, salariés, partenaires... au total 300 personnes se sont réunies pour alimenter les débats autour d'un thème central : les enjeux futurs d'Aide et Action. À l'issue de dialogues et de confrontations lors d'ateliers, les participants ont élaboré de manière consensuelle des propositions de grandes tendances sur les questions qui intéressent l'avenir de l'association. Ces propositions seront par la suite soumises au vote de l'Assemblée générale d'octobre 2004, qui définira alors les orientations pour les cinq prochaines années de l'association.

Dans ce *Spécial États Généraux*, nous avons donné la parole à des acteurs du Nord comme du Sud sur les grands enjeux de l'association. Au fil des pages, vous découvrirez des opinions, des idées, des impressions qui vous donneront un aperçu de la richesse des débats.

**Les États Généraux suivent un grand principe : celui de la liberté d'expression de TOUS les acteurs de l'association.**



## sommaire

- Évolution de l'association p. III
- Évolution du champ d'intervention p. IV
- Développement de la culture politique p. V
- Renforcement de la vie associative p. V
- Développement des ressources p. VI

# Évolution de l'association

*Dans ces États Généraux, l'évolution de l'association a été au centre des débats. Réfléchir à notre identité, étendre nos interventions à d'autres zones géographiques, construire une organisation internationale plus efficiente, assurer une meilleure représentativité des acteurs de l'association... autant d'enjeux d'évolution.*

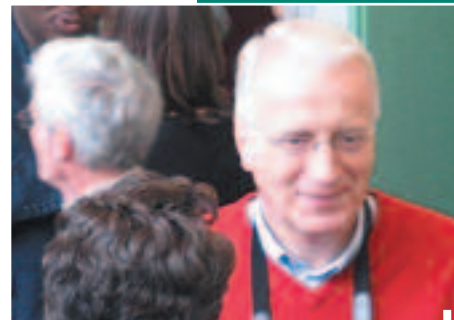


Photo : Aide et Action

**L'internationalisation d'Aide et Action a soulevé de nombreux positionnements. Jacques Lemaréchal, membre du Conseil d'administration depuis 1999 et ancien directeur du Comité français de l'UNICEF, s'explique sur l'idée que l'internationalisation de l'association est un enjeu majeur.**

**Pour vous, quel est le sens de l'internationalisation pour Aide et Action ?**

**J. L. :** Pour moi, l'internationalisation a du sens puisqu'elle permet un partage de la gouvernance, des décisions stratégiques sur tous les plans (répartition du pouvoir et des ressources) des différentes composantes géographiques. Je définis l'internationalisation comme la transformation d'une association française en une Organisation non gouvernementale internationale où toutes les composantes ont un accès à un organe international, l'Assemblée générale.

L'idée de l'internationalisation, c'est avant tout de traduire le développement en termes réciproques et équitables. Actuellement, nous décidons au Nord des modes d'attribution des ressources sur le modèle d'un système « paternaliste ». Nous devons nous poser cette question : à quel titre pouvons-nous tout décider et comment donner à tous les acteurs leur place ?

Le clivage Nord-Sud est dépassé : nous sommes maintenant dans une logique de pays économiquement plus ou moins avancés, ce qui est illustré par les écarts de

richesse entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Un seul enjeu reste avec le brassage mondial : le partage mondial de la richesse.

Pour conclure, l'internationalisation est une évolution pour Aide et Action et non une révolution. La continentalisation était la première étape : elle consistait à équiper tous les pays avec des cadres natifs des pays et des sous régions. La philosophie de coresponsabilité s'affirmait déjà : les échanges d'expertise permis par l'internationalisation ne font que renforcer ce partage.

**En quoi l'internationalisation permet-il à Aide et Action d'être plus efficace ?**

**J. L. :** L'internationalisation n'est pas « une tarte à la crème » qui va régler tous les problèmes et diviser par deux tous les coûts de développement. Suivant la gestion, elle peut avoir les mêmes vertus que la décentralisation, en amenant les décisions au niveau le plus local. Ainsi, l'implication des communautés de base est plus grande, leurs motivations sont plus fortes et les actions sont plus efficaces. Par exemple, l'audit interne pour une meilleure utilisation des ressources peut être réalisé par continent et non plus centralisé à Paris.

Pour moi, le week-end des États Généraux était une première occasion de vivre l'internationalisation pendant 48 heures, d'être tous égaux avec notre capacité à discuter, de réaliser un premier exercice de coresponsabilité et de redonner à chacun sa place.

*« L'internationalisation, c'est traduire le développement en termes réciproques et équitables. »*

*« L'internationalisation a été fortement ressentie durant ce week-end où les acteurs du Sud, les salariés et les partenaires ont pris la parole, nous ont expliqué ce qu'ils vivaient et que parfois on oublie. »*

**Françoise Dulau, membre de l'Assemblée générale et coordinatrice du collège des bénévoles.**

*« Il serait donc naturel, et dans l'esprit même des réformes introduites depuis quelques années, que les organes de décision aussi bien que les organes d'orientation reflètent le développement international d'Aide et Action, son organisation qu'elle souhaite plus décentralisée et collégiale, de manière à représenter dans ces organes mêmes les intérêts et les points de vue de ses partenaires et associés du Sud. »*

**François Colas, directeur du département de développement humain à l'Agence française de développement (AFD).**

## Sondage parrains\*

Selon vous, compte tenu de ses missions, Aide et Action doit-elle devenir une association internationale ou rester une association française ?

	Ensemble %
Devenir une association internationale	44
Rester une association française	33
Ne se prononce pas	23

Selon vous, Aide et Action doit-elle devenir une association codirigée avec ses partenaires des pays du Sud ?

	Ensemble %
Oui	73
Non	16
Ne se prononce pas	11

\*NDLR : Aide et Action a lancé un sondage auprès de 300 parrains, en décembre 2003, sur les enjeux des États Généraux. Une partie des résultats vous est communiquée dans ce dossier spécial États Généraux. L'intégralité de l'étude est disponible sur demande auprès de la coordination des États Généraux (etg-france@aide-et-action.org).



# Évolution du champ d'intervention

Photo : Aide et Action



« L'éducation est un levier du développement. »

## Une mission forte : moteur de l'association

*Le cœur de l'association, sa mission sont des sujets sur lesquels nous avons longuement débattu. Chacun a pu se positionner sur des questions liées à l'élargissement du champ d'intervention d'Aide et Action. Réaffirmer ou non notre position pour l'Éducation pour tous, remettre en cause un système éducatif universel, intervenir sur des problématiques ayant un impact sur l'éducation (VIH Sida, flux migratoires, etc.)... de grandes interrogations soulevées et soulevant de multiples opinions.*

### Éducation pour tous

**Hélène Bérail, coordinatrice du Collège des bénévoles et membre de l'Assemblée générale, s'exprime sur le sens pour l'association d'affirmer son engagement dans l'Éducation pour tous.**

*En une phrase, comment pourrait-on définir l'Éducation pour tous ?*

**H. B. :** On peut définir l'Éducation pour tous comme la formation tout au long de la vie. C'est un concept tiré des conclusions du Forum de Dakar qui reconnaît le droit à l'éducation comme inaliénable et fondamental pour tout être humain. Aide et Action s'est inscrit dans ce cadre et doit continuer. Il est essentiel d'être pourvoyeur d'idées, de confirmer notre position en tant que spécialiste de l'éducation et d'affirmer notre envie de participer à faire reconnaître ce droit concret et réel qu'est l'Éducation pour tous. Ces États Généraux ont montré que nous y adhérons avec force, que nous reconnaissons le droit à l'Éducation pour tous comme un principe fondamental.

*Pour vous, en quoi ces États Généraux s'ancrent-ils dans la continuité de l'association et s'ouvrent-ils sur l'avenir ?*

**H. B. :** Passé de bâtisseur à l'éducation primaire,

de la scolarisation à l'éducation post-scolaire, Aide et Action confirme qu'elle conçoit l'éducation comme un savoir-être (« une éducation à la vie » comme l'ont souligné nos amis indiens). L'éducation est un moyen, un levier du développement des individus pour faire face à leur avenir et leur devenir.

En cela, le week-end des États Généraux a été riche d'enseignements et restera comme un moment d'échanges phénoménal avec les gens du « terrain ». Ce moment fort a permis de voir, d'échanger les expériences et les réalisations.

La devise « plus on connaît les autres, moins on fait la guerre » me semble adaptée à notre contexte. Un partenaire d'Afrique affirme « qu'au Rwanda si les maires, les éducateurs avaient mieux fait leur boulot, on n'aurait pu éviter ce drame ». Ceci illustre parfaitement que l'éducation, la rencontre de l'autre est essentielle à l'ouverture, à la paix et à la citoyenneté.

Nous avons pu constater une cohérence, une volonté commune autour de la mission de l'Éducation pour tous. Nous devons désormais faire un effort de communication. L'enjeu doit être compris par tous pour une plus grande implication de chacun.

### Sondage parrains

L'intervention d'Aide et Action doit-elle rester centrée uniquement sur l'école primaire ?

	Ensemble %
OUI	30
NON	65
Ne se prononce pas	5

### Refonte du système éducatif universel

**Maty N'Diaye Sy, partenaire du secteur privé et directrice d'un cabinet conseil en développement organisationnel et de ressources humaines à Dakar, nous expose la nécessité de s'impliquer dans la refonte des systèmes éducatifs.**

*Selon vous, l'existence d'un système éducatif universel est-il possible ?*

**M. N'D. S. :** Pour moi, il ne peut exister de système éducatif universel. Il est essentiel de prendre en compte les réalités locales et de sortir du moule universel qui crée un repli identitaire.

Par exemple, le modèle éducatif sénégalais exporté de l'Occident ne fonctionne pas. Ce système, où le corporatisme enseignant est de rigueur, ne prend pas en compte les disparités entre le milieu rural et urbain. Les

programmes sont trop lourds, centrés sur les résultats. On n'apprend même pas la langue maternelle lors des premières années mais une langue nationale loin des réalités quotidiennes de l'enfant.

*N'est-il pas dangereux de n'avoir plus qu'une approche locale sans référence à un modèle éducatif ?*

**M. N'D. S. :** Oui, il reste important pour l'individu d'être dans un projet global. Préserver l'individualité à tout prix peut amener à un émiettement et au final personne ne s'y retrouve. Même si un modèle éducatif universel n'est pas viable selon moi, le succès a des règles d'or. Par exemple, on ne peut imaginer un système d'apprentissage efficace sans placer les personnes au cœur de leur apprentissage... Cela me paraît un fondamental incontournable en matière d'éducation.

Tout en valorisant les initiatives innovantes, nous ne devons pas oublier les règles fondamentales au succès. Mais il est nécessaire pour les années à venir d'imaginer autre chose, de sortir de nos limites.

Photo : Aide et Action



« On ne peut imaginer un système d'apprentissage efficace sans placer les personnes au cœur de leur apprentissage. »



# Développement de la culture politique

## L'éducation sur la scène politique

*Valeur, principe, engagement, influence, tels ont été les mots clés des échanges de l'atelier sur le développement de la culture politique.*

Nous avons interviewé un ex-ministre délégué, chargé de l'éducation de base et des langues nationales au Sénégal, Mamadou N'Doye. Aujourd'hui membre de l'Assemblée générale, expert auprès de la Banque mondiale et secrétaire exécutif de l'ADEA (Association pour le développement de l'éducation en Afrique), il nous donne son point de vue sur l'intervention d'Aide et Action dans les débats publics.

**Quel est l'intérêt pour Aide et Action d'intervenir dans les débats publics au niveau local, national et mondial ?**

**M. N'D.** : Pour moi, Aide et Action se définit en tant qu'association de la société civile et a donc la responsabilité de se prononcer sur la vie de la cité. L'arène politique est une instance où Aide et Action doit intervenir et participer tout en gardant sa personnalité. Au Nord, nous pouvons développer une politique proactive en essayant d'influencer les sources de financement et les choix politiques. Au Sud, nous devons influencer les politiques éducatives des pays en soulignant le droit à l'Éducation pour tous et

à l'équité. Nous pouvons mener plusieurs types d'actions et à différents niveaux auprès des gouvernements, des parlements et des collectivités locales. Les débats lors des États Généraux ont mis en exergue la maturation de l'association. De la construction d'écoles à la formation des enseignants (entre autres), Aide et Action s'est spécialisée dans les enjeux de l'éducation et a élargi sa contribution au développement. Les discussions ont mis en valeur la centralité de l'éducation, non comme un but en soi mais comme un moyen pour une finalité : le développement. Il ne s'agit pas d'éduquer pour éduquer mais d'éduquer pour agir sur le développement. Aide et Action se doit de jouer un rôle auprès d'instances politiques internationales (Banque mondiale, OCDE...) et d'être présente lors de forums internationaux (Forum social mondial, sommet alternatif au G8...). On ne comprendrait pas que l'éducation soit absente des priorités et des débats. Il est ainsi du devoir d'Aide et Action de faire reconnaître par les autres acteurs le droit à l'éducation.



Photo : Aide et Action

« Influencer les politiques éducatives des pays en soulignant le droit à l'Éducation pour tous et à l'équité. »

### Sondage parrains

Aide et Action doit-elle intervenir directement dans le débat public ?

	Ensemble %
OUI	50
NON	39
Ne se prononce pas	11

# Renforcement de la vie associative

## Une vie associative riche de diversités

*La vie associative d'Aide et Action, riche de diversités et d'actions, nécessite un cadre précis et fédérateur. Lors des États Généraux, tous les sujets pour mieux adapter la vie associative à ses acteurs ont été abordés.*

**Évelyne Bonnafont est marraine et bénévole depuis cinq ans au sein de l'équipe de Dijon. Elle a accepté de nous donner sa définition du bénévole et sa vision de l'avenir pour le réseau. Son point de vue...**

**Selon vous, quelle est la définition d'un bénévole ?**

**E. B.** : Un bénévole est avant tout engagé dans une cause. Selon moi, à Aide et Action, l'engagement d'un bénévole et d'un parrain n'est pas comparable. Un parrain mène avant tout une action individuelle pour la cause. Un bénévole est engagé autrement. Il fait partie d'une équipe qui mène des actions décidées collégialement. Une autre différence importante est l'aspect pécuniaire. Pourquoi l'engagement nécessiterait-il une contribution financière ? Je pense à ceux qui n'ont pas les moyens d'être parrain mais qui pourtant se sentent concernés par la cause de l'éducation (étudiants, demandeurs d'emploi...).

C'est pour toutes ces raisons et pour toutes ces différences que le fait d'être bénévole sans être parrain ne me paraît pas être à contresens de la philosophie et des

principes d'engagement de notre association. Le parrainage n'est pas selon moi une étape indispensable dans l'engagement de la cause de l'Éducation pour tous !

**Comment concevez-vous le réseau bénévole dans les années à venir ?**

**E. B.** : Pourquoi ne pas créer une « fédération » d'associations locales. Imaginez Aide et Action 21, Aide et Action 31, etc. Chaque association serait unifiée, entre autres, par une charte commune. Cela pourrait avoir plusieurs avantages et notamment faciliter la reconnaissance de notre association auprès des institutions publiques comme les mairies, les conseils généraux... C'est un problème rencontré sur le terrain car souvent ces institutions privilégient l'aide aux associations locales. Aide et Action est perçue comme une association « nationale » et c'est en persévérant auprès de ces institutions que nous obtenons des résultats et un minimum de reconnaissance. Ceci dit, l'autonomie peut présenter des risques pour la cohérence du message. C'est pourquoi il est important de créer cette charte commune.



Photo : Aide et Action

« Un bénévole est avant tout engagé dans une cause. »

### Sondage parrains

Avez-vous des contacts avec des bénévoles d'Aide et Action dans votre région ?

	Ensemble %
OUI	17
NON	81
Je suis moi-même bénévole	11



# Développement des ressources

## Éthiquetons nos ressources !

*Afin de parfaire le débat sur l'avenir d'Aide et Action, il était indispensable d'approcher les questions financières. Quelle nouvelle démarche de transparence pertinente permettrait de renforcer notre crédibilité ? Quelle serait l'affectation des ressources au regard des principes fondamentaux de la mission d'Aide et Action ? Doit-on étendre les types de collecte pour pérenniser nos actions ? Mettre en cohérence missions, principes et valeurs de l'association autour des aspects financiers était au centre des préoccupations.*



Photo : Aide et Action

« La transparence est très liée au contexte socioculturel. »

**Rencontre avec Denis Ouedraogo, responsable des ressources du programme Togo-Savanes qui nous amène de nouvelles pistes sur la question de la transparence.**

**Quels sont pour vous les meilleurs moyens d'exprimer la transparence pour les ONG ?**

**D. O. :** Selon moi, la question de la transparence est très liée au contexte socioculturel. En France par exemple, la succession de scandales financiers au sein du secteur associatif fait que les donateurs sont dorénavant très sensibles à la question de la transparence. Ils sont devenus plus exigeants. En règle générale, on remarque que le public au Nord reste plus soucieux de l'image financière que de l'efficacité sur le terrain. Par contre, au Sud et en Afrique particulièrement, les critères d'appréciation de la transparence vont au-delà de ce prisme pour y ajouter des données d'ordre sociologique et politique. La question de la transparence se joue surtout sur les valeurs, les missions et les principes. Autrement dit, les éventuels donateurs du Sud seront plus regardants sur l'organisation mise en place avec leurs ressources, sur les résultats obtenus que sur les règles de répartition. Il voudront plutôt savoir quel style de gouvernance l'association adopte et qui sont ses membres ; « Dis-moi qui est avec toi, je me déterminerai ». Selon moi, la légitimité d'Aide et Action doit se baser avant tout sur ses actions. Pour conclure, je crois qu'en matière de transparence, ce qui est fondamental et ce dans n'importe quel contexte, c'est d'être à l'écoute de son public et aussi de mieux communiquer.

**Avez-vous l'impression qu'Aide et Action soit à l'écoute de son public ?**

**D. O. :** Je pense que oui. L'organisation de ces États

Généraux en est une des preuves. Ce week-end a concrétisé la voix de la démocratie au sein de cette association puisque tous ces acteurs ont pu faire entendre leur voix. Il faut absolument écouter tous les échos, tous les raisonnements qui, sommes toutes, tirent leur fondement de réalités culturelles diversifiées. C'est à ce prix que l'on trouve des consensus. Après tout, l'affaire d'Aide et Action est l'affaire de tout le monde (bénévoles membres ou non du Conseil d'administration ou de l'Assemblée générale, marraines et parrains, donateurs, salariés, « bénéficiaires », partenaires, États...). Aide et Action n'est plus seulement l'affaire de bénévoles en France. Et je pense que tout le monde l'a compris, c'est ce qui fera grandir cette association.

**Pensez-vous à des moyens spécifiques de transparence pour les associations ?**

**D. O. :** Au quotidien, les moyens de transparence sont ceux qui permettent de se faire comprendre, de séduire et de convaincre. La communication est omniprésente. Spécifiquement, je parlerai de la capitalisation qui ne doit pas être une pratique de seconde zone. Il faut constamment rendre témoignage de ce que l'on fait. C'est à ce prix que l'on rallie des compagnons à sa cause. Par exemple, Aide et Action a tout à gagner en capitalisant sa riche expérience terrain qui, malheureusement est en jachère. En nous disant « spécialiste de l'éducation », nous n'avons plus le droit de sombrer dans l'omerta. Toujours basé sur l'expérience terrain de l'association, je pense qu'il serait intéressant de publier des livres de référence sur le domaine de l'éducation. Cela serait une forme de capitalisation de notre expertise terrain et cela aurait l'avantage de faire comprendre à notre public comment et avec qui Aide et Action travaille pour la cause de l'Éducation pour tous.

« Selon moi, les ONG doivent mettre en avant leurs actions terrain pour les questions de transparence. Dans notre travail avec Aide et Action, un des principes est d'engager les communautés à agir et réfléchir pour leur propre éducation. C'est une véritable démarche de développement et les résultats sont nombreux. Voilà, selon moi, où se trouve toute la légitimité d'Aide et Action. »

**Cletus Babu, fondateur et directeur de SCAD (Social Change and Development), ONG partenaire indienne dans l'État de Tamil Nadu.**



Photo : Aide et Action

### Sondage parrains

Pour vous, quelle est la meilleure preuve de transparence ?	En premier %	Total %
Le fait qu'elle ait obtenu deux prix Cristal de la transparence de l'information financière	38	68
La publication régulière de ses comptes de gestion	19	58
Les résultats concrets de ses actions sur le terrain	18	53
Le fait qu'elle soit membre du Comité de la charte de déontologie des organisations sociales de bienfaisance	10	41
Le fait qu'elle soit reconnue d'utilité publique	8	35
Le ratio de gestion	4	13
Son histoire	1	7
Aucun de ceux-là	1	1
Ne se prononce pas	1	1
	100	(1)





Photo : Aide et Action

## L'engagement de tous pour une même mission : l'éducation

*Lors des États Généraux, tous les acteurs de la vie associative, du Nord comme du Sud étaient présents pour considérer ensemble les grands enjeux de l'association. Une représentation équitable Nord/Sud qui a renforcé la réflexion sur la mission de l'association.*

### Par Claire Calosci, directrice générale

On observe depuis les trois dernières décennies un mouvement qui prend une ampleur sans précédent et que l'on nomme, à tort ou à raison et généralement faute de terme plus adapté, l'émergence de la société civile.

Celle-ci est née de la conjugaison de plusieurs facteurs : la chute du mur de Berlin, qui illustre la faillite des grandes idéologies politiques et la fin de la division du monde en deux blocs, la perte croissante de souveraineté des États du fait de la mondialisation de l'économie et du rôle de plus en plus important que jouent les organismes supranationaux (FMI, Banque mondiale, EU, OCDE, ONU...) et, dans les pays du Sud, les difficultés des États qui ont du mal à assurer leur rôle, en particulier dans le domaine de l'éducation. Pour résumer, cela signifie que l'État n'a plus le monopole de l'intérêt général.

Devant ce constat, de nombreuses initiatives privées au Nord comme au Sud tentent, chacune à leur échelle, de répondre aux besoins des populations en difficulté et ces réponses s'expriment en priorité au travers d'une activité associative de plus en plus riche, forte et participative.

Les États Généraux 2004 d'Aide et Action, qui viennent de se tenir à Orléans, en sont une parfaite illustration. Il est très important de souligner le fait que ceux-ci regroupaient, sans exclusive, des représentants de la totalité des acteurs de l'association : partenaires institutionnels et autres, parrains, bénévoles, salariés de France et des pays, administrateurs, membres de l'Assemblée générale et ceci sans préséance accordée à telle ou telle catégorie de personnel, de membres ou de critère géographique :

cette « horizontalité » de notre vie associative est le garant que tous peuvent s'exprimer et participer pleinement à la vie de l'association, mais également que l'association est centrée sur sa mission et non sur elle-même.

### Acteurs du Sud : non plus bénéficiaires mais partenaires

Il est tentant, en effet, pour des ONG comme la nôtre dont les programmes sont situés dans les pays du Sud et le siège au Nord, de limiter la vie associative aux acteurs du Nord et de considérer les acteurs du Sud comme des bénéficiaires et non comme des partenaires. Pourtant, depuis nos premiers États Généraux 98, l'association avait exprimé sa volonté de faire en sorte que les bénéficiaires deviennent de véritables acteurs libres d'élaborer leurs projets éducatifs. En cinq ans, nous avons construit avec eux un véritable partenariat, transformant notre attitude d'aide en attitude de développement.

La preuve en est qu'à Orléans, nous avons su réunir tous les acteurs du Nord et du Sud, démontrant la transformation profonde de ces démarches. Des réflexions ont été menées pendant huit mois sur toutes les régions : France, Asie, Afrique, préparant les échanges de ce week-end. Les votes de tendances ont atteint un taux moyen de 86 % d'adhésion aux propositions d'orientation issues des travaux menés en atelier. Il faut rester vigilants et c'est pourquoi nous devons transformer cette adhésion en une volonté forte de faire évoluer les orientations de l'association : c'est le rôle de l'après week-end des États Généraux.

Un Comité des sages, composé des participants du week-end, aura pour mission de garantir que le Livre des États Généraux 2004 respectera les débats de ces deux jours de réunion et l'Assemblée générale extraordinaire d'octobre 2004 votera ensuite des résolutions qui fixeront le cadre des stratégies des cinq prochaines années. Ces décisions prises par les membres de l'Assemblée générale conforteront la volonté d'avoir une vie associative élargie à l'ensemble des acteurs de l'association et elles nous aideront tous à garder les yeux fixés sur notre mission : le combat pour l'éducation.

# Aide et Action dans le monde

